

K: IC

La Lettre d'Informations ouvrières

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

N° 116-117
ISSN-0183-9527

Mardi 27 février 1979

Prix : 1 F

LE COMITE CENTRAL DE L'OCI A TOUS LES MILITANTS DE L'OCI, AUX MILITANTS, AUX TRAVAILLEURS ET JEUNES (26 février 1979)

Le comité central de l'Organisation communiste internationaliste, section française du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, réuni les 24 et 25 février 1979, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Exclusion de Berg : 1 — pour falsification par rapport à l'OCI et à sa direction ;
2 — pour prévarication et dilapidation à usage personnel de fonds de l'OCI.

Le comité central de l'OCI ne se cache ni à lui-même, ni à l'OCI et à l'avant-garde, le coup porté à l'OCI par Berg.

Le comité central sait que l'OCI ne se laissera pas influencer ni ne sacrifiera les éléments vitaux de ses méthodes qui consistent à dire toujours ce qui est. L'OCI dit et dira toujours la vérité aux travailleurs, aux militants, aux jeunes.

Les faits

• Sur rapport d'une des cinq commissions désignées par les délégués réunis en XXII^e Congrès de l'OCI, commission Fonctionnement politique et formation, le congrès a établi la matérialité d'un camouflage politique.

Extrait de la déclaration adoptée par le XXII^e Congrès de l'OCI :

« Le XXII^e Congrès souverain rappelle :

1. qu'il a été amené à modifier son ordre du jour pour discuter des principes mêmes du programme dont il a été établi au cours de ses travaux qu'ils ont été gravement remis en cause.

2. que les principes du bolchevisme ont été remis en cause par un responsable de commission, membre du bureau politique, qui a donné comme directive de comptabiliser comme militants de l'OCI les travailleurs et jeunes gagnés dans le combat dans les pré-cellules. »

• Au lendemain du XXII^e Congrès de l'OCI, il était établi tout à la fois que la méthode de camouflage imposée par Berg à la commission province qu'il dirigeait véhiculait des difficultés réelles et que l'OCI aspirait à conserver ses méthodes. La contradiction entre la méthode de camouflage politique de Berg et les méthodes de l'OCI a engendré inéluctablement la résistance aux méthodes de Berg. Le cadre politique du bolchevisme équivalait à l'exercice réel de la démocratie ouvrière, a été rétabli au XXII^e Congrès.

• Conformément aux méthodes de l'OCI, qui exigent de donner toutes les garanties au militant, après avoir entendu l'intervention de Berg caractérisant lui-même la méthode qu'il avait imposée comme contraire aux règles du centralisme démocratique, le congrès, dans l'état limité des faits portés à sa connaissance, a élu Berg au comité central. Le comité central a élu Berg au Bureau politique. Berg a été maintenu dans ses fonctions. Les militants sont en droit de nous poser une question : pourquoi, après avoir constaté des méthodes caractérisées comme

relevant du « camouflage » politique, le XXII^e Congrès de l'OCI n'a-t-il pas procédé à l'expulsion immédiate de Berg ? La réponse est celle-ci : le mouvement ouvrier est infecté par les méthodes du stalinisme qui, caractérisant toute « erreur » comme une trahison, amènent à l'abjecte méthode de l'« aveu ». L'OCI rejette résolument les méthodes étrangères aux véritables traditions du mouvement ouvrier. Toute divergence, toute erreur, ne traduisent pas nécessairement la pression des forces de classe ennemies du prolétariat. Toute erreur, même exprimant la pression des forces de classe ennemies du prolétariat, ne conduit pas nécessairement à la trahison. Il est des divergences, et ce sont les plus nombreuses, qui expriment des divergences sur la base d'une même analyse de principe dans l'appréciation d'une situation concrète, des forces et des moyens à mettre en œuvre pour agir au mieux dans cette situation.

La vérification marxiste est toujours concrète. Il est des erreurs — et ce sont les plus nombreuses — qui peuvent et doivent être redressées dans et par la libre discussion.

Le Congrès de l'OCI, en fonction de l'état de la situation et des faits limités portés à ce moment à sa connaissance, a pris des mesures qu'il a rendues publiques. Le XXII^e Congrès n'a pas voulu prendre — dans l'état des informations qui étaient alors en sa possession — des mesures dans la précipitation.

Le mardi 13 février, le secrétariat du Bureau politique se réunit. Sur rapport du responsable de la région parisienne, il est établi avec l'accord de Berg que celui-ci ne pouvait conserver la responsabilité de la commission de province. La proposition faite par le responsable de la région parisienne était d'affecter Berg à une responsabilité dans la région parisienne, proposition adoptée à l'unanimité, y compris par Berg.

Le Bureau politique se réunit le vendredi 16 février, Berg présent. Il est décidé à l'unanimité d'établir un procès-verbal de la discussion.

Procès-verbal du bureau politique du 16 février 1979

« Ordre du jour : discussion sur le XXII^e Congrès de l'OCI.

1. Le responsable de la région parisienne rapporte :

Il y a eu deux parties dans le congrès. La première partie a témoigné d'une réelle discussion politique sur laquelle nous pouvons nous appuyer, mais le cadre d'organisation était

faussé. Toute la discussion depuis un certain nombre de mois à la direction a été en partie faussée. Ce fait a obéré la discussion dans la direction. Néanmoins, la discussion n'est pas frappée de nullité — objectifs/résultats —, les problèmes politiques ont été posés, mais la discussion ne s'est pas menée clairement parce qu'une partie des matériaux était faussée.

Il faut peser les 10 000 et le rassemblement. Le procès-verbal du bureau politique sur les 10 000 reste correct. C'est l'objectif. Mais si nous avons connu la situation, il y aurait eu des modifications.

La racine, c'est le refus d'apprécier les problèmes politiques et d'affronter les responsabilités. La responsabilité du responsable province est première. Il y a trucage politique par le responsable de la commission.

Sur le plan des principes : la résolution règle les problèmes.

C'est la méthode objectifs/résultats qui a été faussée délibérément.

Bien qu'il y ait des différences entre région parisienne et régions de province, l'OCI comme un tout est touchée. Les militants disent : « Comment cela a-t-il pu arriver ? Est-ce que cela n'est pas la conséquence des objectifs ? »

Il y a comme conséquence une résistance politique, que la politique nous permettra de surmonter.

GER et pré-cellules : les frontières de l'organisation ont été balayées.

1903.

Il nous faut remettre l'OCI en état d'offensive. Mais avec d'autres méthodes. Le truandage a occulté les problèmes.

Il faut élaborer le diagnostic. La notion de cooptation, de pré-cellule regroupement combattant avec l'OCI doit être intégralement rétablie. Il faut rétablir le dispositif politique.

A la base de l'erreur politique, il y a la conception qu'on puisse « recruter » sur un troisième parti ouvrier. Un point d'accord sur la « lutte », le « front unique », la « marche sur Paris », c'est la voie de traverse éliminant la direction politique des luttes. C'est l'alignement sur les appareils. Revenir sur la méthode des Assemblées démocratiques.

Retrait de la responsabilité de la commission province à Berg, c'est une nécessité.

Il est dans les règles de l'OCI que soit sanctionné ce type d'erreur, le camarade Berg doit reconquérir la confiance politique des camarades en dirigeant une unité politique dans la région parisienne.

2. Rapport sur D.

3. Discussion.

— « La situation de l'organisation appelle que l'on soit clair sur l'ensemble. Au congrès régional de province où j'ai participé, j'ai vu mais je ne pensais pas qu'il y ait un tel problème. Il faut à présent voir clair. Au congrès, ce qui m'a le plus frappé, ce sont les rapports entre militants : défiance, scepticisme, incrédulité sur les chiffres. Il faut restaurer les rapports de confiance. Ne pas estomper les problèmes. Discuter à fond. La force de l'OCI ça a été de rendre public comme on l'a fait. Réintégrer ce problème dans la continuité de l'élaboration politique : XII^e Congrès, XIV^e, XVII^e, XVIII^e, et XIX^e. A partir du moment où les problèmes sont posés nettement, on redresse. »

— « Cerner les problèmes, les qualifier. L'intervention de C. est extrêmement nette et dangereuse. Comment cela a-t-il été possible au niveau de la direction ? La résolution du congrès dit : il y a eu camoufflage, il ne s'agit pas d'une erreur politique sur les mois d'ordre, ce n'est pas une erreur d'orientation. »

Le responsable de la commission province connaissait 1903. Il y a eu camoufflage, refus de discuter collectivement des problèmes politiques, pour ma part, je dis que le bureau politique a été floué depuis des mois.

Région parisienne/province : discussion faussée. Si on a pu aller aux problèmes politiques : relais, unités politiques, c'est en surmontant le handicap de la discussion faussée. Il doit y avoir netteté politique là-dessus. Plusieurs responsables, commission province, conditionnement politique, ont accepté. La confiance est battue en brèche.

Reprendre la discussion objectifs-résultats : concentré de la politique de l'OCI. D. s'explique par le cadre politique mis en place depuis plusieurs mois. La méthode objectifs-résultats est faussée. Il y a eu « discipline des consciences », comme l'a dit un délégué.

Il faut se prononcer sur Berg. Que Berg reconquière la confiance par une activité politique, mais il faut sanctionner. Il ne faut pas passer l'éponge, je mets en cause la participation de Berg au bureau politique. Berg doit être contrôlé par la région parisienne. »

— « D'accord avec le rapport. La discussion a été faussée, mais nous aurions maintenu les objectifs en connaissant la situation. Ce ne sont pas les objectifs qui étaient démesurés,

mais c'est la direction qui a eu des difficultés à donner à l'OCI les moyens de réaliser les objectifs. Ce problème de la direction demeure. Mais nous nous trouvons devant un problème qualitativement différent : système faussé, c'est une chance que cela ait été révélé au congrès. Cela a nécessairement nourri des conceptions politiques liquidatrices. Si l'on veut vaincre le conservatisme, il faut dire que le trotskysme n'est pas un produit de luxe, il n'y a pas de sous-trotskysme. Il ne faut plus tolérer la brutalité dans les rapports entre « dirigeants » et « dirigés » »

— « Mon intervention sera courte. Je mets en cause la place de Berg au comité central. Que Berg regagne la confiance de son organisation en allant travailler. Et travailler à l'usine n'est pas une sanction. Qu'il intervienne dans la lutte de classes du prolétariat à son propre compte pour l'OCI. J'ai changé de position en écrivant ce procès-verbal. J'étais pour le maintien de Berg à ses responsabilités, mais cela signifierait qu'on passe l'éponge. Je pense qu'il faudra convoquer un congrès extraordinaire pour que toute l'OCI établisse ses comptes. »

— « La ligne politique reste correcte, mais on n'a pu régler les problèmes parce qu'il y a eu faux. D'accord avec ce que dit Lambert. Je l'ai vu hier dans une Assemblée générale de médecine. Ils ont dit : « Moi je ne sais pas », « j'ai posé la question à Lacaze », « la question des 10 000, mais on ne dit pas quand le XXIII^e Congrès », « Qu'est-ce qu'a prévu le bureau politique ? » Il faut prendre les problèmes là où ils sont, une fois qu'on a circonscrit les choses. Il faut mener la bataille politique. On ne peut dire qu'il y a eu un élément faussé. L'OCI est déséquilibrée dans son élan. Les cadres, les jeunes, ont pris un coup, cela repart, mais si on ne règle pas cela reviendra demain

— « Il y a une distinction : dans la commission province, c'est évident, il y avait une autre comptabilité. La responsabilité des autres responsables de province est engagée. Ce n'est pas une erreur, ce sont les principes du bolchevisme qui ont été atteints par la direction. Le congrès permet de traiter un problème qui était en cours. On avait des méthodes étrangères à l'OCI. On ne démontrait pas ce qu'était le programme de la IV^e Internationale, qui en est membre. Cela aboutissait à la pression des appareils. Les militants gagnés dans une bataille parti culière ne pouvaient être gagnés au programme. La discussion était faussée au sein du comité central. L'attention vis-à-vis des militants de l'OCI disparaissait. C'était là une expression d'une résistance sur la méthode objectifs-résultats. Cela étant posé il faut examiner de très près la situation. Comment cela est-il arrivé ? Je suis difficilement capable de dire comment cela est arrivé, bien que j'étais au centre. La responsabilité de Charles existe. J'ai tenté de résister, impuissant ? Je suis d'accord avec les mesures qui sont proposées. A ce stade, c'est pour moi une période de bouleversement. »

— Berg : « Depuis le congrès, je suis dans une situation où j'essaie de comprendre la portée de la situation politiquement, sans chercher à me disculper ou à me justifier. Déjà dans mon intervention, samedi, je commençais à mesurer ce qui se passait. Pour moi, ce qui se passe, je ne vois qu'un mot pour le caractériser, c'est une trahison, une trahison politique et individuelle, je n'aggrave pas la chose. C'est comme cela que je le ressens, quand je me regarde dans un glace, je ne comprends pas. Je dirai simplement ceci : le pire dans tout cela, c'est que je ne l'ai pas vu. On peut considérer que c'est me donner le beau rôle en disant cela, je ne l'ai pas vu. C'est pour moi difficile. Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit et avec les conséquences qu'on en tire, et j'en tirerai les conséquences. »

— « Il faut commencer par partir de l'OCI pour donner la véritable mesure à l'organisation. Ce n'est pas une mince affaire. Mais je dis que l'organisation que nous avons construite est un roc.

Elle a la capacité de surmonter, et en surmontant d'accomplir ses tâches. Il faut le dire et l'expliquer, parce que nous avons construit cette organisation avec une certaine histoire, des méthodes qui sont celles du bolchevisme, du programme, dans le combat contre le pablisme et pour le reconstruction de la IV^e Internationale. Le rapporteur a raison, ce qui a été discuté n'est pas nul, mais tout doit être réapprécié. C'est un fait : la responsabilité de Berg est ce qu'elle est. Mais ce qui est expliqué permet de mettre les comptes à jour, sinon de les régler. Les traits personnels sont évidents, mais nous devons aller au-delà. Comment se fait-il que dans ce processus quatre à cinq membres du comité central soient allés à accepter ce système ? Comment se fait-il qu'il y avait deux organisations qui étaient côte-à-côte, avec une tendance de plus en plus marquée ?

Comment se fait-il que le comité central ne se soit pas aperçu de cela dans sa totalité ? On est obligé de se poser ces questions ; ce sont les problèmes de la direction. Le comité central n'a pas fonctionné comme comité central sur cette question fondamentale. Ce n'est pas le centralisme démocratique en soi. En réalité, le problème est là : les difficultés politiques auxquelles

les nous nous sommes heurtés n'ont pu être réglées par le comité central. Le fait que les données étaient faussées ne résout pas le problème. Comment et pourquoi n'avons-nous pas apprécié ? Les données étaient faussées. La voie a été ouverte pour régler ce problème néanmoins par le comité central parce que la méthode objectifs/résultats, les 10 000, a trouvé son expression et sa solution au XXII^e Congrès. C'est là la maîtrise de l'organisation, la méthode objectifs/résultats, comme Trotsky explique le plan. Dans le prochain numéro de La Vérité, il sera écrit un article sur objectifs/résultats. Il faut surmonter le malaise, pour qu'il n'y ait pas crise.

La solution : rétablir les normes, expliquer fondamentalement jusqu'aux racines. Reprojeter en avant l'organisation. Cette organisation est saine. Elle est riche de santé. Discussion et application rigoureuse, dans le sens de la détermination politique : pour la préparation du rassemblement. Le prochain comité central doit être préparé sur cet axe, la direction doit surmonter les difficultés dans la bataille. »

— « Je confirme ce qui est dit. Comment cela a-t-il été possible ? Ce sont les problèmes généraux, nos problèmes qu'il faut régler. Il y avait là le début d'un système. Qu'a-t-on donné comme directive ! On fait une réunion ce soir, on fait une réunion pour ramasser les dix phalanges. Sur un mois, on perdait. C'est de la cavalerie. Avec cette cavalerie, on portait ainsi atteinte à la substance du parti. Lorsque la camarade T. a demandé la parole, j'étais pour. J'avais le sentiment d'avoir assisté à une sorte d'exécution au congrès régional. Il y avait des problèmes non posés. Il y avait une sorte d'état, la direction régionale partageait le malaise, mais le système contraignait la direction. Il y a eu réflexe et résistance dans l'OCI. Mais on combattait ces réflexes et résistances saines. Lorsque le fer a été porté, 47 inscriptions en une minute. Cela, c'est la défense de l'OCI. Par la liberté de parole, les réflexes ont commencé à jouer. Affecter Berg à une fédérale signifierait un régime de faveur. Nous sommes appelés à statuer. Il faut une jurisprudence, équivalente pour tous. »

REPONSE DU RAPPORTEUR :

— « Le point de départ : comment la question a-t-elle été soulevée par le congrès. Tout le monde pose : comment ? on est au début de la réponse. C'est dans la projection de l'OCI que cette question sera réglée. Il y avait deux régimes dans l'OCI. Le comité central était marqué par une complaisance dans la discussion politique. La vie de la région parisienne était également marquée par la complaisance. Aucun régime de fonctionnement ne peut être viable avec la complaisance. Mais il y a différence qualitative entre truquage et cela. C'était fou de poser le problème des qualités administratives de Berg et que ces qualités pouvaient avoir des résultats. Ce n'était pas assez serré, je ne pense pas qu'il y ait eu trahison. Je pense que ce qui est en compte : c'est quand Berg dit : « Je n'ai pas vu. » Je dis à Berg « Tu n'as pas cherché. » »

Le bureau politique à l'unanimité décide de décharger Berg de sa responsabilité. »

✓ Le procès-verbal a été contresigné par tous les membres du bureau politique, y compris par Berg.

VENDREDI 16 février : réunion de la commission province. Berg, déchargé de sa responsabilité, est absent. La discussion révèle la mise en place par Berg d'un système de type « verticaliste ». Berg, à l'insu du bureau politique, mais affirmant faussement que la décision a été prise par le bureau politique, a imposé, depuis plusieurs mois, une restructuration de la commission province. Le fonctionnement de la commission province était modifié : il n'y avait plus une commission province, mais trois. Deux commissions où étaient répartis les six membres du comité central, dont l'une sous la responsabilité de Berg, la deuxième sous la responsabilité d'un autre membre du comité central, qui devait rendre compte à Berg de ses travaux. Une troisième commission, composée des « itinérants » non membres du comité central, dont Berg était seul responsable. Ce cloisonnement n'avait qu'un résultat : interdire l'échange politique, la confrontation des expériences, et d'initiatives. Au centralisme démocratique était substitué un système où, à l'insu du bureau politique et du comité central tout devait partir de Berg, tout devait revenir à Berg. La commission province apprenait que Berg, devant les résistances des camarades, excipait de prétendues décisions du bureau politique (que le bureau politique n'avait jamais prises), cherchait à imposer une « solidarité » des membres du comité central qui devaient cacher leurs divergences pour se « présenter » en bloc devant les militants. Berg condamnait furieusement toute tentative de dis-

ussion, manifestant un dédain complet de l'état d'esprit, des pensées et des besoins des militants de l'OCI, repoussant avec une violence hostile la mise à l'ordre du jour des véritables problèmes.

Mais d'ores et déjà, nous pouvons le répéter, le développement excessif, véritablement alarmant des méthodes de Berg, s'est heurté à la réalité de l'OCI. L'OCI, après un compte rigoureux, a dit au XXII^e Congrès : nous ne sommes pas 5 896, mais 5 079. Des centaines de militants organisés dans les pré-cellules ne sont pas militants de l'OCI, association libre où ils décident librement de s'associer sur le programme de la IV^e Internationale pour construire le parti révolutionnaire et reconstruire la IV^e Internationale.

Les militants organisés en pré-cellules doivent être convaincus, par l'OCI, de la nécessité de s'associer librement pour porter le programme de transition dans la lutte des classes. Ce serait une fraude intolérable tant à l'égard de leur liberté de décision qu'à l'égard de l'OCI que de considérer les militants organisés dans les pré-cellules comme militants de l'OCI.

A ce stade, 16 février, la direction de l'OCI était en possession d'un tableau où il apparaissait clairement que Berg avait commencé à constituer autour de lui un « appareil ». Le XXII^e Congrès de l'OCI avait déjà établi que des membres responsables de la commission province avaient accepté le camouflage.

Le XXII^e Congrès et le déroulement des faits qui se sont révélés a démontré que les erreurs qui ont été commises ont entraîné des militants responsables à accepter la loi du silence. Ce qui aboutissait à la constitution d'un appareil. Nous avons repoussé, nous repoussons la justification, l'autocritique à la mode stalinienne, l'auto-flagellation. Il s'agit de la politique. Pour le marxisme, c'est au travers des difficultés, des contradictions dans la situation, des divergences de vue que s'établit l'élaboration politique collective de l'organisation révolutionnaire, ceci afin de définir la ligne politique et les mots d'ordre corrects, correspondant à la situation réelle du moment. Imposer le silence, comme Berg cherchait à le faire, accepter le silence, c'était là dresser les obstacles à l'élaboration politique collective. C'est ainsi que la discussion ne se déroulait nullement sur les disparités région parisienne-province, ni même sur la méthode objectifs-résultats. Ce qui s'exprimait dans la discussion, c'était un malaise profond dont la cause était la tentative de constitution par Berg d'un réseau qui n'aurait pu aboutir qu'à la liquidation de l'OCI. Nous l'avons maintes et maintes fois écrit, nous l'avons établi, l'OCI ne peut se construire par les méthodes de l'appareil pour la simple raison que sur ce terrain, comme nous l'avons dit et expliqué maintes et maintes fois, toutes les places sont prises. Les appareils occupent tout le terrain. L'OCI ne peut se construire que comme parti révolutionnaire, avec les méthodes de la démocratie ouvrière et du centralisme démocratique. Il n'y a pas place pour une OCI « bureaucratifiée ». L'OCI se construit comme parti révolutionnaire ou disparaît. Les méthodes de Berg auraient abouti à la liquidation de l'OCI. Les méthodes d'« appareil » que Berg tendait à instaurer dans l'OCI véhiculaient les difficultés, ces méthodes se dressaient contre l'élaboration d'une politique de classe, s'opposaient aux méthodes qui, depuis des dizaines d'années, sont les nôtres : porter le programme dans la lutte des classes directe. Le XXII^e Congrès de l'OCI a permis une nouvelle fois de vérifier la force des principes se concentrant sur la méthode objectifs/résultats. C'est cette méthode qui a permis de commencer à crever l'abcès, qui menaçait de gangrener l'OCI. C'est la force de l'organisation qui a permis au XXII^e Congrès de porter le fer dans la plaie.

Il restait encore à comprendre les motivations de Berg. Jour après jour, le déroulement des faits, portés à présent à la connaissance de tous, a été discuté dans les structures de l'organisation où les faits ont été posés. Le mercredi 21 février, deux militants portent à la connaissance de nouveaux faits consignés dans une déclaration dont nous donnons un extrait :

« Les finances de la commission province fonctionnent par la cavalerie, la comptabilité truquée, pour masquer les prélèvements faits par Berg. »

Cette déclaration contresignée par deux militants l'a été par Berg qui, de sa main, l'a signée en écrivant : « Ayant pris connaissance des déclarations des deux camarades, je confirme et je signe. Charles Berg. »

L'appareil étranger à l'OCI que Berg a cherché à constituer n'avait qu'un but : se constituer pour lui-même, par la prévarication, des moyens matériels et financiers propres.

Le comité central a décidé l'expulsion immédiate de Berg.

NOUS ne nous le dissimulons pas. Berg a porté un coup sérieux à l'OCI. La vitalité profonde du programme a démontré et démontre les réserves puissantes de contre-poison dont l'OCI dispose, contre le poison. Berg a porté un coup à l'OCI. Les ennemis et les adversaires de l'OCI vont s'en saisir pour brouiller les cartes. Ils vont tenter d'expliquer que Berg a été exclu pour cause de divergences politiques. Certes, Berg véhiculait les forces ennemies du prolétariat dont la cause exige en premier lieu le respect des règles de la morale prolétarienne, sinon de la morale tout court. Néanmoins, nul d'entre nous n'en peut douter. Les ennemis et les adversaires de l'OCI vont également tenter de prétendre que l'expulsion de Berg était motivée par on ne sait quelles méthodes antidémocratiques de l'OCI.

N'en doutons pas. La tentative de Berg de « déstabiliser » l'OCI sera utilisée par tous ceux qui cherchent à déstabiliser l'OCI par tous les moyens. Nous le savons. Mais nous savons également que ce n'est pas la première fois et ce ne sera pas la dernière, que les forces politiques hostiles à la lutte émancipatrice du prolétariat dirigeront leurs coups contre l'OCI combattant pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cela, nous le savons. Mais nous savons également que le processus mis en place par Berg qui s'est développé lentement, presque insensiblement, a été révélé par la force du marxisme, brusquement au XXII^e Congrès. Les résultats du combat engagé depuis le XXII^e Congrès pour convaincre les militants organisés dans les pré-cellules de demander leur cooptation à l'OCI, témoignent de ce que l'exposé des faits clairement et nettement établis reste la seule méthode pour progresser. La formule de R. Luxemburg : « Seule la vérité est révolutionnaire » reste et restera toujours vraie. Mais sur la base des succès remportés sur l'orientation politique de l'OCI : combat pour le désistement sans condition en mars 1978, contre la division, recrutement, diffusion élargie d'*IO*, constitution des Assemblées démocratiques pour aider les masses laborieuses à réaliser le front unique des travailleurs et des organisations contre l'Assemblée nationale et ce gouvernement, 5 000 signatures pour la démocratie, contre les grèves tournantes au congrès CGT, etc. Berg paralysait les initiatives, substituant aux règles de la démocratie ouvrière la politique du commandement, sans discussion, s'efforçant d'étouffer tout esprit critique. Berg, pour des besoins étrangers à l'OCI, pour la satisfaction de ses propres besoins personnels, a élevé comme méthode de direction l'acceptation sans discussion politique des mesures qu'il était amené à prendre. Berg a tenté d'instituer une dictature intérieure secrète dans la commission province qu'il dirigeait, basée sur le silence. Le combat intransigeant pour le programme a permis à l'OCI de démasquer Berg. Il reste, répétons-le, que l'OCI, qui combat pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale, a supporté un coup sérieux. L'OCI ne camoufle jamais sa position. Il faut le dire clairement. L'objectif fixé par l'organisation de réunir 15 000 travailleurs, militants et jeunes ne peut être réalisé en un mois.

Mais le processus qui conduit aux explosions est engagé. Ce sont les appareils qui, pour bloquer le combat politique contre le gouvernement et l'Assemblée nationale, s'efforçant de sauver le gouvernement et le régime, conduisent les luttes à l'impasse. Mais les masses laborieuses et la jeunesse ne peuvent accepter licenciements, chômage, blocage des salaires. Les appareils s'opposent furieusement aux aspirations des masses laborieuses, voilà pourquoi les masses laborieuses sont conduites à des combats de plus en plus explosifs depuis St-Chamond jusqu'à Longwy en passant par Denain, Nantes.

La décision commune de la délégation permanente de la III^e Conférence nationale ouvrière et jeune, et de l'OCI à cette signification.

Nous ne fournirons pas aux dirigeants du PCF l'occasion d'utiliser le 1^{er} avril contre la manifestation centrale à Paris des travailleurs et jeunes et des organisations contre le gouvernement et contre l'Assemblée nationale. Les dirigeants du PCF disent : marche sur Paris. Alors, sans cacher en quoique ce soit nos positions, en indiquant clairement pourquoi l'appareil PCF a été amené à lancer la marche sur Paris, pour tenter de sauver le gouvernement et l'Assemblée nationale, nous disons : « Dirigeants, si cela est vrai, si réellement vous voulez contraindre le gouvernement et le patronat à en finir avec la politique de licenciements, de chômage et de blocage des salaires, alors vous devez en finir avec la division PS-PCF, vous devez appeler tous les travailleurs, de toutes les professions, de toutes les régions, par millions, à la marche sur Paris. Dès maintenant, nous appelons les travailleurs et jeunes, les militants qui, eux, veulent passionnément la marche sur Paris, à s'organiser pour réaliser l'unité des travailleurs et des organisations. »

En conclusion, le comité central de l'OCI dit :

Il ne s'agit pas de briser nos principes d'organisation, et méthodes de discussion. La méthode objectifs/résultats, basée sur les principes du centralisme démocratique. Les rapports politiques dans l'OCI s'assainissent. Ils seront assainis. La tâche du moment présent et de renforcer l'intervention politique dans la lutte des classes autour du réseau des assemblées démocratiques. La tâche du présent est de terminer en temps et en heure la campagne des 115 millions. La tâche du présent et d'aider l'AJS à se reconstruire. La tâche du présent est d'engager le combat contre la double exploitation des femmes travailleuses, pour organiser le combat pour les revendications des femmes. La tâche du présent est de garantir une progression élargie à la vente d'*IO*. La tâche du présent est en maintenant l'objectif des 10 000 à l'OCI, de reconquérir rapidement le terrain. L'organisation d'une OCI de 10 000 membres est l'objectif que nous réaliserons dans la prochaine période. Il est clair que l'ensemble de ces tâches n'est réalisable que sur la base de la démocratie ouvrière vivante et active, substituant aux prétendues méthodes « administratives » les méthodes véritables d'organisation.

Le comité central décide :

- 1 — La convocation du XXIII^e Congrès extraordinaire de l'OCI les 24, 25, 26, 27 mai 1979, avec comme ordre du jour :
 - rapport politique-et d'activité ;
 - rapport sur la situation internationale et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale.
- 2 — La convocation de réunions dans toute l'OCI de compte rendu du comité central, qui devront se conclure par des plans politiques d'organisation.
- 3 — Le comité central se réunira avant fin mars pour établir le bilan des réunions et pour discuter du projet de rapport politique et d'activité.
- 4 — La discussion préparatoire au XXIII^e Congrès sur la base du projet de rapport politique et d'activité et du rapport sur la situation internationale et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale sera ouverte dans le bulletin intérieur à partir du 1^{er} avril.

Comité central de l'OCI,
le 25 février 1979.

La série en cours de la *Lettre IO* se termine au n° 118 pour la majorité des abonnés. (Le troisième nombre du code figurant sur l'étiquette indique le dernier numéro de l'abonnement en cours).

Faites parvenir votre étiquette, accompagnée d'un chèque de 30 F à l'ordre de Gérard ILTIS.